

Pouvoir et contrôle

Louis Marion

Number 68, 1997

Hygiénisme

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/46343ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Les Éditions Intervention

ISSN

0825-8708 (print)

1923-2764 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Marion, L. (1997). Pouvoir et contrôle. *Inter*, (68), 10–11.

Pouvoir et contrôle

Louis MARION

La prolifération de la santé est en elle-même d'emblée maladie

ADORNO

On pourrait s'interroger longuement sur l'étrange hystérie collective qui s'empare de la société américaine dès qu'il est question d'hygiène. Il n'y a pourtant rien là pour se surprendre : un peuple fondé par des puritains et qui a pu voter la prohibition a certainement développé une sainte horreur de tout ce qui bouleverse l'ordre ou la gouverne efficace de la société. Le désordre apparent, mais hautement salubre, qui culmine dans une ivresse joyeuse par exemple, soulève des réactions violentes de la part des chiens de garde de l'ordre aseptisé, lequel ne reçoit rien que de lui-même et n'accepte pas d'être dérangé. Ici, la figure emblématique d'un Howard HUGUES délirant, ne s'adressant aux autres qu'à travers l'écran prophylactique d'un hygiaphone et s'essuyant constamment les mains avec des mouchoirs en papier afin d'en éliminer tous germes éventuels, ne peut manquer de s'imposer à l'esprit. Que l'on songe ensuite au rigorisme et au prêchi-prêcha des grands chantres qui hantent les coulisses de la politique et polluent inévitablement les ondes de la télé. Ces contempteurs des sens, chefs de sectes, **preachers** ou « politicouillons », misent sur une tendance profondément enfouie dans l'inconscient américain, tendance qui consiste à juguler ou à exterminer tout ce qui est porteur de différence, tout ce qui n'est pas conforme à l'**american way of life** — tendance qui, par contrecoup, réussit à répandre l'idéologie nationale partout à travers le monde. La guerre contre la drogue, par exemple, se traduit ainsi sous forme de répressions abusives, tue bien souvent des hommes sous prétexte de les sauver et sert finalement de caution à l'invasion de l'Amérique centrale. L'hygiène, avant de voir au bien-être des individus, n'est peut-être, de ce côté-ci de l'Atlantique, que l'expression d'une psychose généralisée. Constatons ironiquement, en tout cas, que l'obsession de la propreté, que la psychiatrie classique classait sous le registre d'**hygiène morbide** puisqu'elle induisait des comportements excédant les normes reconnues de l'époque, semble bien être devenue la propreté factice de notre époque. Quelles pourraient bien être les causes ?

En premier lieu, il convient de souligner que l'hygiène, en tant que science de la santé, est en même temps la science des conditions de la vie qui se maintient, donc des conditions matérielles du pouvoir. Qui peut guérir le prince, qui peut soigner la santé des puissants, c'est-à-dire agir sur, ou modifier les conditions empiriques de l'exercice incarné de ce pouvoir, devient lui-même puissant. Dès lors, nous pouvons comprendre la fascination que la domination manifeste à l'endroit de l'hygiène, puisqu'en s'assurant le contrôle des conditions de sa propre possibilité, elle peut échapper d'emblée aux lois de la vie qui la menacent. Diriger la vie, voilà l'essence de l'hygiène. Quand une nation, qui représente 5 % de la population mondiale, détient 50 % des richesses de la planète, ses dirigeants commencent invariablement à s'intéresser aux moyens disponibles pour faire durer leurs privilèges. En tant que sacralisation scientifique de la répression, le contrôle hygiénique peut contribuer efficacement au profit des profiteurs. Rappelons, à titre d'exemple, le rôle historique et politique que les hygiénistes et pasteurisants ont joué lors de la conquête coloniale de l'Afrique. Si, en général, le développement de l'hygiène s'accompagne du développement de la police, c'est peut-être aussi que l'hygiène sert la police autant qu'elle se sert de cette dernière pour faire appliquer ses normes sanitaires. De la police sanitaire du XIX^e siècle aux agents de sécurité de l'université Laval — qui maîtrisent, par d'ingénieuses clés de bras les dangereux contrevenants aux règlements antitabac jusqu'à ce que la Sûreté municipale s'empare d'eux et les incarcère —, il y a une parfaite continuité dans la diffusion de la contrainte.

La question de l'hygiène rejoint ensuite, par un certain côté, la quête du salut personnel. Pour les puristes de toutes religions : nul n'entre au paradis s'il a les mains ou les pieds sales. C'est une question de croyance. Auparavant, le rite de l'ablution servait à laver le croyant de la souillure du monde profane — monde décrété médiocre, dégradant, et qu'il fallait fuir de tous les battements d'ailes de son âme —, de la même façon, **dans la nouvelle religion que constitue l'économie**, l'hygiène devrait purifier de l'insalubrité qui suit comme une ombre malveillante le Capital. **Plus on est sale, plus il faut se laver** — cette formule devrait se traduire par : **plus on exploite la nature et ses semblables, plus il faut se préserver de la réalité dégradante que l'on a contribué à forger**. Pensons ici au développement des villes privées, qui s'isolent, physiquement et économiquement, du reste de la

société. La production massive qui permet de créer et d'accumuler des richesses entraîne inévitablement l'amoncellement de résidus qui ne peuvent plus générer de profits. Citons, par exemple, les ouvriers qui auront été blessés au travail, la fumée des usines qui se dirige principalement vers les quartiers pauvres et les dépotoirs qui voisinent encore une fois la population défavorisée. Toute une misère est associée aux lamentations qui s'élèvent des taudis où l'on entasse les **forces du travail**, c'est-à-dire des personnes ravalées au rang de **fuel** de la machinerie économique gardé dans des tonneaux puants. Cette misère témoigne de la saleté des misérables. Le ciel idyllique du **God who bless America** ne brille pas pour les mécréants qui vivent dans un **smog** perpétuel. Par l'hygiène, ceux-ci pourront peut-être, à leur tour, gagner ce ciel tant convoité. Le rêve américain d'une fortune accessible aux **rolling stones** dévalant les collines de la détresse, d'une heure bonne souriant aux **forest gumps** de tous les horizons, répète, sous une forme nouvelle, l'aspiration à un paradis que l'on achète à coup d'indulgences. Dans les deux cas, il s'agit d'accéder à l'inaccessible, à une fortune — comprise dans toute sa variété sémantique — qui aurait toutes les raisons du monde de se dérober à celui ou celle qui la demande.

Une société en processus continuels d'autopurification énoncera que tout ce qui compromet l'humanité dans son essence parfaite est **maladie** et prendra ensuite des mesures eugéniques pour l'enrayer. Lorsqu'un gouvernement déclare qu'il faut atteindre un seuil de **déficit zéro** dans la gestion des finances publiques, lorsqu'un organisme gouvernemental (le Conseil permanent de la jeunesse) propose que l'on réduise de 22 % le taux de suicide chez les adolescents et lorsqu'on soigne des pédophiles sous contrainte juridique, nous sommes en présence d'un même processus de contrôle. Il s'agit toujours de calmer l'angoisse générée par une situation, jugée inconvenante, menaçant ou nuisant à la santé et à l'intégrité publiques, donc de répondre à une demande sociale par des mesures technocratiques de contrôle. Examinons ce qui résulte de cette tentative de **gestion** hygiénique du corps social.

La phobie du déficit national entraîne des coupures dans les services sociaux, elle hypothèque l'avenir d'une population en ruinant son système d'éducation et biffe l'assistance aux démunis en laissant une partie des citoyens crever de faim. Une résistance ponctuelle à ce virage inquiétant qu'emprunte également la société québécoise s'est organisée dernièrement dans la ville de Québec ; seul résultat médiatique visible : 40 arrestations arbitraires sur les lieux de la manifestation. Pendant ce temps, la dette ne diminue pas et les détenteurs de richesses iniques ne sont pas inquiétés.

Des études scientifiques prétendent que les candidats au suicide souffrent d'un manque de sérotonine et sont enclins à la mélancolie. Pour diminuer le taux de suicide, il suffit d'identifier, selon ces études, les candidats potentiels au suicide et de leur administrer un Prozac irrésistible — lequel serait manufacturé par les multinationales pharmaceutiques qui auront évidemment commandité ces études. La science que l'on mobilise pour établir le profil des populations à risque en se basant sur des catégories statistiques — dont la positivité est questionnable — n'est pas sans savoir que les intérêts qui la commandent répondent bien souvent à des impératifs économiques. Quoi qu'il en soit, les individus touchés par ces enquêtes et ces études ne possèdent plus le contrôle sur leur propre vie et voient leur liberté brimée. Car le contrôle scientifique et statistique pose une identité de l'extérieur — le toxicomane, le maniaque — sans tenir compte de l'expérience provenant de l'individu identifié. Il dénie donc le chemin que l'autre prend pour devenir lui-même, pour n'avoir pas affaire, sans doute, à l'angoisse sociale que suscite un tel acte de liberté.

À l'institut Pinel à Montréal, on expérimente en ce moment **Orange mécanique** : on torture légalement des individus ayant commis des crimes sexuels en leur présentant des films pornos et en leur donnant ensuite des chocs électriques sur le pénis quand ils bandent. À la barbarie d'un acte criminel que l'on se doit de réprouver, on répond par des mesures qui, au nom du bien social défini par un système angoissé, nous acheminent vers une société fascisante, où, en fait, ni le bien ni le mal ne sont établis réflexivement. Une telle société, répressive et dogmatique, risque d'annihiler la conscience critique qui permettrait, seule, d'enrayer la violence criminelle.

Ces exemples nous montrent que, au lieu de se prendre en main en tant qu'humanité avec la visée de sortir de la barbarie, la société américanisée colle une étiquette de maladie à tout ce qui l'angoisse et

applique contre elle des mesures hygiéniques, c'est-à-dire autant de manœuvres coercitives touchant souvent les plus défavorisés. Guérir, c'est donc punir un peu. On peut tout se permettre au nom du contrôle, en tant que celui-ci est requis par la population et se reproduit en elle. **Ce qui résulte du dispositif de contrôle actuel de la société est une énorme confusion entre l'acte, la punition légale de l'acte et le soin thérapeutique lié à l'anxiété sociale vis-à-vis de la déviance.** Ce qui s'exprime par un déni total du champ de l'autre au profit des prétentions d'un savoir scientifique de ce que c'est que l'expérience de l'autre.

Oui ! mais, dira-t-on, grâce à d'énergiques mesures hygiéniques, l'humanité est parvenue à enrayer maints fléaux et maintes maladies. On peut manger en toute tranquillité les denrées qui auront été traitées ou maltraitées avec une variété infinie de produits chimiques dont le seul inconvénient est de causer tel cancer ou tel malaise chronique. On peut se promener avec des masques qui nous protègent des émanations gazeuses — hautement toxiques — provenant des usines qui auront servi à les fabriquer. On peut boire sans crainte l'eau chlorée arrivant du fleuve Bhopal où flottent les cadavres des individus sacrifiés pour arriver à générer le maximum de profit et où coulent les résidus toxiques qui découlent de la gestion serrée des budgets de multinationales, lesquelles n'hésiteront pourtant pas à investir dans la dépollution, pourvu que l'opinion publique le réclame. En fait, ce qui transparaît sous cette argumentation spécieuse, c'est que **l'hygiène** — étant liée de près au développement d'une civilisation vouée à la production de richesses inévitables et à la protection de celles-ci — **n'est peut-être qu'une forme très subtile de répression.** L'hygiène est alors l'incarnation de l'idéologie, le triomphe de l'apparence sur la réalité, apparence qui trompe en niant que l'homme produit des nuisances, des déchets — ce qui commence pourtant avec ses propres excréments.

Séparer l'idée que nous nous faisons de nous-mêmes de la réalité, un peu moins reluisante, d'être aussi un animal qui défèque, est l'effet du dressage radical que la civilisation bourgeoise a imposé à l'humanité dans sa recherche d'ordre et d'ignorance du négatif, du déchet. Mais l'idéologie qui refuse de voir le déchet risque fort de favoriser le développement d'une culture menaçant de s'écrouler sous les immondices. L'hygiène est anti-écologique dans la mesure où elle nie et fait disparaître les déchets. Ne pas voir sa merde, ou refuser de l'évoquer, correspond à une vision kitsch du monde. Pour KUNDERA, « le kitsch est autre chose qu'une simple œuvre de mauvais goût. Le besoin de kitsch de l'homme kitsch, c'est le besoin de se regarder dans le miroir du mensonge embellissant et de s'y reconnaître avec une satisfaction émue ». La satisfaction ingrate que procure au salarié moderne le kitsch produit par l'industrie culturelle — c'est-à-dire l'art positif, celui qui réconcilie l'humanité avec son destin aliéné — ne correspond pas aux attentes légitimes que l'individu peut concevoir vis-à-vis de sa propre vie et de l'émancipation de celle-ci. Pour ADORNO, l'antidote à la « santé » qui étouffe les possibles est **l'art** ; mais un art différent du kitsch, c'est-à-dire libéré de la contrainte du monde administré ou **administratif**, un monde qui cherche à maintenir les inégalités sociales. Cet art immonde est conçu par ADORNO comme maladie consciente d'elle-même, *puisqu'elle peut immobiliser l'exploitation qu'implique l'hygiène et commander son déclin.* L'hygiène, en tant que violence faite par l'universel, lois impersonnelles ignorant l'altérité, à l'endroit du particulier — individu souffrant —, est le contraire de l'objectivation non-censurée de la négativité de l'existence que peut être l'art. Tenter de freiner la brutalité incessante de la vie — qui va droit devant elle sans tenir compte des individus écrasés sur son passage — demande à la pensée une humilité envers le particulier que, seule, peut donner pleinement une expérience esthétique émancipatrice. La vie comme affirmation de soi aveugle qui étouffe d'autres vies possibles n'est pas séparable de l'oppression et de la destruction que protège l'hygiène. Dans l'art, c'est le particulier qui, avec son opacité, son secret, s'affirme comme norme refusant la fausse universalité et défendant le territoire de l'individu existant contre les prétentions d'une conscience de l'universel qui juge, de manière indiscrète, les choses de l'extérieur. En ne voyant dans le particulier que sa possibilité permanente d'être remplacé, son caractère interchangeable, l'universel lui fait une offense irréparable. L'art doit s'interdire de transcender l'impuissance de la négation que constitue son affirmation fétiche du particulier, car, en réalité, l'opacité de celui-ci que l'art ennoblit ne fait que refléter la non-vérité d'une universalité mauvaise. C'est seulement en étant injuste à l'égard du tout, en refusant la résignation camouflée qu'implique une ouverture d'esprit toujours apte à signaler, dans tout ce qui est, des éléments positifs suspects, mais en s'arrêtant longuement et même patiemment sur un objet ou un événement précis que l'on peut encore être équitable envers le particulier où se réfugie l'utopie.

L'utopie, ou l'avènement d'un monde meilleur, l'utopie comprise comme « meilleur des mondes » dont on devrait se fâcher qu'il ne soit pas encore accompli est ce qui menaçait l'impérialisme et l'intégrisme américain se présentant sous la figure de l'hygiénisme.

Cette nouvelle psychose, où se manifeste une société en guerre contre ses propres possibilités, ne doit pas nous dissimuler le plus important : nous acceptons en tant que civilisation le congédiement de l'intelligence qui se voit remplacée par l'idéologie et les slogans publicitaires. Nous acceptons d'aller vers la vacuité totale ou à la rigueur vers un environnement parfaitement contrôlé dont nous serons sans doute qu'une des variables dont le degré d'imprévisibilité aura été réduit au minimum. Mais peut-être est-il encore possible de revendiquer l'action historique et politique et de donner une nouvelle direction à cette course vers la stérilité pour l'infléchir vers une société capable d'autocritique et de réflexivité, donc de créativité.



Revendications pour les actions du 2 mai 1997
Le 2 mai dernier à 13 hres. 42 jeunes envahissent la Banque nationale située au 853, rue Saint-Jean à Québec dans le but de manifester leur opposition aux politiques néolibérales du gouvernement. Le texte qui suit fut lu lors de cette action de désobéissance civile. Il s'agit du texte présentant les revendications qu'aucun média officiel n'a voulu publier même si des charges de nature criminelle pèsent sur ceux et celles qui ont lu ce texte.

La présente action s'inscrit dans le cadre d'une contribution au projet visant l'amélioration générale des conditions de vie en société. Considérant l'effet dévastateur du profit privé sur l'éducation, la santé et les programmes sociaux, nous refusons de nous intégrer à une société de misère et de rejet, sans avenir et sans projet, en luttant contre la logique oppressive qui nous conduit vers l'horreur économique.

1- Depuis le début de l'application des politiques néolibérales par les gouvernements, la grande majorité de la population a vu son niveau de vie s'abaisser alors que la richesse collective s'accroît. Un pays libre et démocratique doit garantir à tous ses citoyens les droits à l'éducation, à la santé, au logement, au travail et à un revenu décent.

Considérant que les gouvernements violent nos droits, nous exigeons :
 Le rétablissement des acquis sociaux perdus depuis vingt ans.

2- Ces reculs se manifestent par la modification des lois et des règlements (ou déréglementation) mais surtout par des coupures massives et répétitives que l'on justifie par l'épouvantail de la dette. Cette dette en réalité causée par les taux d'intérêt abusifs (qui expliquent les profits des banques) et par la baisse des impôts des riches et des compagnies.

Considérant qu'une redistribution des richesses au moyen d'une fiscalité équitable s'impose et que les plus grands fraudeurs ne sont pas les travailleursEUSEs au noir mais les riches et les compagnies, nous exigeons :
 L'instauration de taxes sur la spéculation, les profits, le capital, les transactions internationales, les héritages et les fiducies familiales. La suppression des paradis fiscaux.

3- Les formes que prend actuellement l'économie nous rendent inessentiels au profit des profiteurs. Les innovations technologiques favorisent un chômage massif et une précarité de l'emploi qui touchent particulièrement les femmes et les jeunes.

Considérant que les gains de productivité permis par les nouvelles technologies doivent être répartis également entre les travailleursEUSEs et non à une minorité de propriétaires, nous exigeons :

La réduction de la semaine de travail à 32 heures par semaine, sans baisse de salaire. L'instauration de surtaxes sur les entreprises profitables qui licencient. De réelles mesures d'employabilité pour les jeunes.

4- Considérant que l'éducation est l'instrument légitime dont se dotent les sociétés pour progresser collectivement vers un idéal qu'elle contribue à définir et qu'il est important d'assurer et de favoriser les conditions qui rendent possible cette tâche, nous exigeons :

L'abolition des prêts étudiants pour les transformer en bourses.
 Le rétablissement de la gratuité scolaire à tous les niveaux, en améliorant la qualité et l'accessibilité.

En vue de lutter efficacement contre la noirceur d'un monde administré par le marché :

- nous dénonçons la gestion politique des contradictions du capitalisme ;
- nous critiquons la fausse harmonie du consensus préfabriqué ;
- nous constatons que le pouvoir politique ne repose plus sur une adhésion collective mais sur le mensonge ;
- nous reconnaissons que l'exigence d'une vie humaine devient un programme révolutionnaire ;
- nous refusons de nous mettre au service de la bêtise affairiste et compétitive dominante.

Mais nous ne refusons pas de voir et d'entendre le rétrécissement de la vue et la déconsidération de l'existence qu'implique l'acceptation d'une logique où ne prévaut en définitive que la loi criminelle des rapports de force.